RECLAIM THE FIELDS

Bulletin No. 4

August 2011

Qui sommes-nous

Nous sommes des jeunes paysanNEs, des sans-terre et des paysanNEs en devenir, ainsi que des personnes qui veulent retrouver le contrôle de la production alimentaire.

Nous appelons «paysanNE» quelqu'un qui produit de la nourriture à petite échelle, pour sa famille ou pour la communauté, et qui éventuellement en vend une partie. Nous incluons également les travailleurSEs agricoles.

Notre but est d'encourager les gens à rester ou à retourner en milieu rural. Nous promouvons la souveraineté alimentaire (définie dans la Declaration de Nyeleni) et l'agriculture paysanne - particulièrement auprès des jeunes et des citadinEs -, ainsi que des modes de vie alternatifs. En Europe, le concept de « Souveraineté alimentaire » n'est pas très commun et peut être clarifié par des idées telles que «l'autonomie alimentaire» et le contrôle des systèmes d'alimentation par les communautés au sens large, et non pas seulement les nations ou états. Nous sommes déterminés à créer des alternatives au capitalisme au travers d'initiatives et de modes de production coopératifs, collectifs, autonomes, répondant à nos besoins et à petite échelle. Nous mettons nos idées en pratique et nous associons les actions locales aux luttes politiques globales.

Pour atteindre nos objectifs, nous mettons en place des actions et des groupes militants locaux, et nous collaborons avec les initiatives existantes. C'est la raison pour laquelle nous choisissons de n'être pas un groupe homogène, mais bien de nous ouvrir à la diversité des acteurs qui luttent contre le modèle de production alimentaire capitaliste. Nous mettons en avant les thèmes de l'accès à la terre, de l'agriculture collective et du droit aux semences. Nous renforçons notre impact en collaborant avec des activistes qui agissent sur d'autres thèmes mais partagent la même vision sociale.

Cependant, notre ouverture a ses limites. Nous sommes déterminés à reprendre le contrôle de nos vies et refusons toute forme d'autoritarisme et de hiérarchie. Nous nous engageons à respecter la nature et les êtres vivants, mais nous ne tolérerons jamais aucune forme de discrimination, qu'elle soit basée sur la race, la religion, le genre, la nationalité, l'orientation sexuelle ou le statut social. Nous refusons et nous opposons farouchement à toute forme d'exploitation des personnes. Avec la même force, nous agirons avec convivialité, faisant de la solidarité une pratique concrète de notre vie quotidienne.

Nous soutenons les luttes et visions de la Via Campesina, et travaillons pour les renforcer au niveau des jeunes européens. Nous souhaitons partager les connaissances et l'expérience acquise au fil des années de militance et de vie paysanne, et les enrichir avec les perspectives de celles et ceux d'entre nous qui ne sont pas, ou pas encore, paysannes. Nous souffrons touTEs des conséquences des mêmes politiques et participons à la même lutte.

CAMP RECLAIM THE FIELDS

21. – 30. septembre à Rosia Montana, Roumanie

La nourriture, la terre, les semences, l'eau et les savoirs autonomisants sont trop importants pour être considérés comme marchandises et centralisés dans un schéma capitaliste. Nous résistons à la logique du profit dans nos manières de vivre. Nous travaillons déjà à créer des modes de vie paysan et alternatifs pour vivre et cultiver ensemble.
C'est pourquoi nous réclamons la terre!

Rosia Montana, village situé dans les montagnes Apuseni en Roumanie, se trouve menacé par un projet d'extraction aurifere, au nom du profit. Nous déclarons notre solidarité avec les habitant-e-s de Rosia Montana qui défendent leurs terres depuis 10 ans contre le pillage et l'exploitation prévus par une société privée.

Il existe d'autres luttes pour l'accès et le contrôle des terres en Europe et ailleurs, beaucoup d'histoires à transmettre et d'expériences à partager.

Si tu es ou veux devenir paysan-ne, apiculteur-trice, activiste, jardinier-e urbain-e, pêcheur-euse,... rejoins-nous pour le 3ème campement "Reclaim the Fields" qui aura lieu a Rosia Montana du 21 au 30 septembre 2011.

Nous voulons créer un espace commun, partager des expériences et des réalites, échanger des techniques et des savoirs, faire grandir le mouvement, rassembler nos énergies, renforcer les luttes locales, trouver les liens entre nous et avec d'autres mouvements anti-capitalistes et anti-colonialistes et fêter nos luttes!

DISPERSONS LES SEMENCES DE LA RESISTANCE! FAISONS POUSSER CE CAMP ENSEMBLE!

Pendant ce camp, nous convoquerons l'Assemblée Générale de Reclaim the Fields pour faire un retour sur les actions passées et envisager le futur de la constellation.
Nous réfléchirons et agirons pour l'accès à la terre et à l'autonomie alimentaire, échangerons des semences, des pratiques agricoles , des idées d'actions directes, de résistance et autour de la question du genre, ...

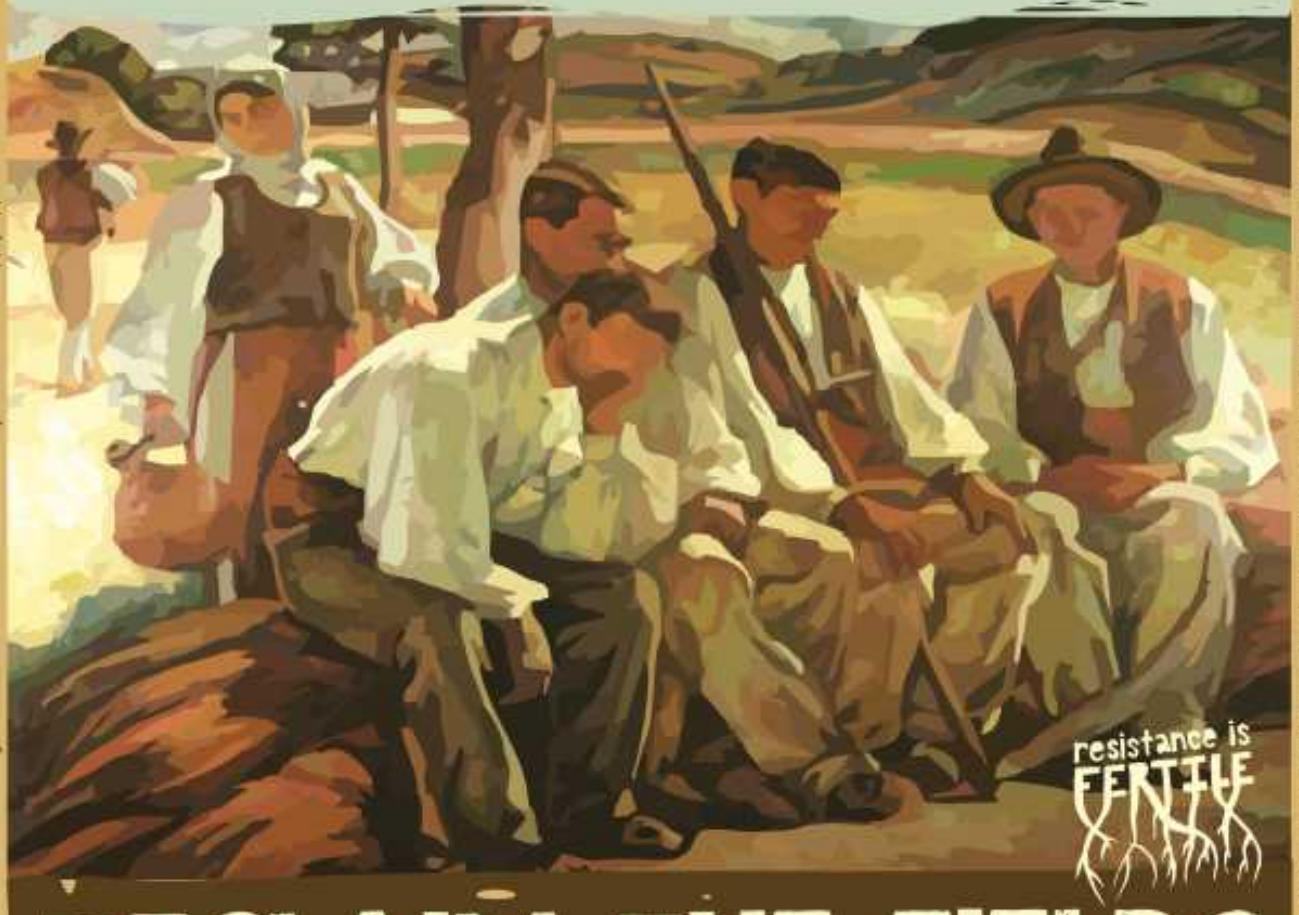
Le programme est participatif et veut inclure des ateliers variés, des activités pratiques, des moments culturels et du temps pour mieux se connaitre. Cela dépend de la contribution de tou-te-s les participant-e-s; si tu veux animer un atelier, un espace artistique, présenter la ferme ou le collectif dans lequel tu vis, partager des savoir-faires, contacte-nous et contribue à la diversité du

Resistance is fertile / Rezistenta e vie / La resistencia es fértil / Az ellenállás termékeny / La résistance est fertile / Съпротивата е плодородна / Widerstand ist fruchtbar / Опір є родючою

INTERNATIONAL CAMP / TABĂRA INTERNAȚIONALĂ / CAMPAMENTO INTERNACIONAL / NEMZETKÖ TÁBOR
CAMP INTERNATIONAL / ИНТЕРНАЦИОНАЛ СЪБИРАНЕ / МІЖНАРОДНІ ТАБІР

ROSIA MONTANA - TRANSYLVANIA - ROMANIA

21-30 SEPTEMBER / SEPTEMBRIE / СЕПТЕМВРИ / SEPTEMBRE / DE SEPTIEMBRE / ВЕРЕСЕНЬ / SZEPTEMBER 2011



RECLAIM THE FIELDS

CULTIVAM PAMANTUL SI VIITORUL NOSTRU / CULTIVONS LA TERRE ET NOTRE AVENIR
CULTIVAMOS LA TIERRA Y NUESTRO FUTURO / CULTIVATING THE LAND AND OUR FUTURE

DEBATES / WORKSHOPS / DIRECT ACTIONS / MUSIC
DEZBATERI / ATELIERE / ACȚIUNI DIRECTE / MUZICĂ
DEBATES / PRÁCTICA ACTIVIDADES / ACCIONES DIRECTAS / MÚSICA
VITÁK / GYAKORLATI TEVÉKENYSÉGEK / KÖZVETLEN KERESETEK / ZENE
DÉBATS / ATELIERS / ACTIONS DIRECTES / MUSIQUE
Разисквания / Практически дейности / Екшън / Музика
DEBATTEN / WORKSHOPS / DIREKTE AKTIONEN / MUSIK
Дебати / Практична діяльність / Пригоди / Музика

Salvati ROSIA MONTANA

eco ruralis

WWW.RECLAIMTHEFIELDS.ORG CAMP2011@RECLAIMTHEFIELDS.ORG

Resistance is fertile / Rezistenta e vie / La resistencia es fértil / Az ellenállás termékeny / La résistance est fertile / Съпротивата е плодородна / Widerstand ist fruchtbar / Опір є родючою

campement. Les propositions pour le programme doivent être envoyées pour le 1er juillet pour être publiées.

La cuisine et la logistique du camp sont organisées de manière collective, avec la participation de tou-te-s.
Nous voulons que ce camp accueille aussi les enfants. Cela sera organisé collectivement pour que chacun-e puisse y prendre part s'il-elle le veut.
Nous appellerons aux dons. Ceux qui ont des difficultés financières pour venir peuvent nous contacter pour imaginer des moyens de rendre leur venue possible.
Dans l'attente de se voir en Roumanie pour soutenir la lutte contre l'accapparement des terres et la fêter!

Pour plus d'information, consulte www.reclaimthefields.org et inscris-toi.
Contact: camp2011@reclaimthefields.org

CONSTRUISONS LE PROGRAMME DU PROCHAIN CAMP RECLAIM THE FIELDS. APPEL A CONTRIBUTIONS.

Salut,
Comme tu le sais, nous organisons le prochain camp "Reclaim the Fields" en Roumanie du 21 au 30 septembre 2011.Au cours des dernières assemblées, beaucoup d'idées ont germé pour le contenu de ce camp. Le processus est maintenant en marche et nous construisons le programme.
C'est une construction collective : le camp dépend de la contribution de chacun/e!
Donc si tu veux organiser un atelier, si tu proposes une performance artistique, seul ou en collectif, ou si tu connais d'autres gens qui veulent apporter leur pierre à l'édifice, fais-le nous savoir à cette adresse :
program@reclaimthefields.org

On a aussi besoin de renforts pour l'organisation du camp en lui-même...
Au plaisir de te lire bientôt,
Laprogram team.

IMPORTANT: If you want to help us building this camp you can contact the different teams at:

program@reclaimthefields.org Program/Methodology
fundraising@reclaimthefields.org
logistics@reclaimthefields.org
camp2011@reclaimthefields.org General Question about the camp
caravan@reclaimthefields.org Project to go to eastern europe to promote the Camp
easterneurope@reclaimthefields.org Collecting contacts of people or organisation that would be interested in the Camp

Or if you want to joint the team that Organise the Camp please register to the mailing list below.
http://lists.reclaimthefields.org/mailman/listinfo/camp-working-group

Autoconvoque-toi pour l «assemble générale» du camp 2011 en Roumanie

Prenons le temps de faire le point sur 2 ans de processus Reclaim the fields, du camp a Cravirola en France a celui de Roumanie a Rosia Montana. Cherchons ensemble les orientations avenirs.
Pour que ce tous, nouveaux, comme plus ancien soit bienvenu, il est bon de jeter un coup d œil sur les bulletins (la constellation expliquer aux étoiles n1, Qui sommes nous n2, l'historique sur le site avec les «décisions» compte rendu de Cravirola)
A préparer, pour chacun puisse l avoir lu aussi avant le camp, le rapport des différents groupes de travails : semences, ferme collectives, réseau de formation, accès a la terre, lutte contre les mégaprojets, sur le genre, le consensus et peut être j en oubli...

Dans la même idée, les différentes «groupes locaux» surtout ce qui on réalisé des ou une action(s) pourrait faire un texte qui permettrait de faire un retour d expériences.
Pour que cet AG soit un moment fort de R.T.F., du camp il est nécessaire que sa préparation soit commune et débute avant le camp, plus on aura de document préparatoire qui tourne plus se sera facile a d autres de se réapproprier la chose.

Pour avoir plus de visibilité de la constellation, il y a un appelle a collecte de tracts et d affiche réaliser dans la perspective RTF(en sont nom ou pas, grand débat), le but est de constituer une exposition pour le camp en Roumanie (contact kister@no-log.org)

Si il a d autres idées pour ce moment c est ouvert, comme la mise en place du camp le processus est ouvert.
Rappelle le groupe bulletin change de réunion en réunion, mais ce n est pas forcement ceux qui accueille la réunion qui le font, il y a toujours moyen d envoyer article affiches, contre rendu d actions et les carottes sont un groupe tournant et ouvert si tu viens aux réunions.

Solidarité avec le « révolutions» arabes

Cet hiver à marque le début de la révolte de plusieurs peuples contre leurs dictateurs, certains sont partis et le mouvement continu pour plus que coupe la tête (qui repousse chaque fois) détruit ce système.
Cet un bol d air pour le monde entier, le retour du droit a l insurrection fasse a une impasse politique présenter comme la fin de l histoire que l on doit accepter résigné.
Cette volonté vient des jeunes (majoritaire la bas) de n accepter aucun compromis (qu'ils en aillent tous) et de rêver créer qu'elle que choses de neuf sans leader.

Cette révolte fais éco a d autres mouvements de refus, comme celui des jeunes grec contre le FMI et la police, la mafia au pouvoir, celui des islandais qui refus de payer pour la crise financière des Bank, les mini révolte des étudiants en Italie, au royaume uni, en Autriche, les émeute des banlieues en France il y a quelques années..

Partout ce refus de la résignation, pour être solidaire autrement que par les mots, la seul méthode est de refus sois même cette résignation, être offensive et marquer sont refus.
Avec des différences par que nous divers, ce message nous touche et c est avec joie et envie que c est année commence.

Courage a tous

Projet caravane

C était une commission en durant la réunion européenne en Autriche qui c'est rajoute face au constat que malgré nos efforts la constellation a du mal a passer a l est L idée est de présenter RTF et le camp en Roumanie, par le film des hongrois, une discutions, une présentation de la situation a rosa Montana, un 4 pages traduit en tout les langue de l est (avec qui sommes nous, l appelle du camp...)
J imagine une voiture minimum , 15 jours, et en idéal deux de l Europe riche, un de Hongrie et un de Roumanie. Pour le gasoil c a sera sur le budget du camp(il y a possibilité de ce faire avancer la sommes)
Pour la voiture je regard a Longo Pour la constellation a visite, l idée est d aller vers les pays ou l on connaît le moins de gens, car ceux que l on connaît peut être que leur envoyer l info suffit ??
C est plus un info tours qui au fond serai nécessaire partout
Si les documents de fundairsing sont près a temps , il y a l espoir d arriver a payer le trajet a 200 copains de l est qui sont dans le merde pour venir au camp

je pense que la Slovénie, la république tchèque et surtout la Pologne sont envisageable la Lituanie, Estonie et Lettonie c est super loin et l ex Yougoslavie est plus que divise et ramona a dit qu elle avec des liens avec les macédoniens qu en pensez vous

j a reversé une voiture break du 17 au 30 juin !!!!!!!!!!
Qui est motive pour venir avec,avec le permis et connaissant un peu de langues étrangère (car moi je suis assez nul en dehors du français)

Pre devis

1) France a Autriche + Graz ou Wien 10h43 1090 km 138 euros+ 10 péages
2) Autriche a Hongrie +Budapest 3h43 404 km 51 euros
3)Hongrie a Slovaquie +Bratislava 1h57 201 km 25,50 euros
4)Slovaquie a République Tchèque +Brno 1h17 129 km 16,35 euros
5)république Tchèque +Prague 2h06 210 km 26,70 euros
6) a 10) (Pologne avec Wroclaw, poznan, Bydgoszcz, Trojmiast, warszawa) 9h15 642 km 78 euros
11) a 12) Pologne a Slovaquie +presov 7h45 462 km 55 euros
13) Slovénie a Hongrie + Nylregythoza 2h55 230 km 28.51 euros
14) Hongrie a Slovénie + Maribor ou Ljubljana 5h28 577 km 73,39 euros
15)Slovénie a France 10h23 1035km 130,94 euros

aller retour France Autriche 21h00 2125 km 300 euros
tourne 32h26 2855 km 354,86 euros
global 53h26 4980 km 654,86 euros
soit aller retour 2 jour
tourne 13 jour soit 2h46 en moyenne par jour
216 km en moyenne par jour
27 euros gasoil par jour

juste gasoil 640 euros (prévoir 1000+avec faux frais)

Reclaim the Field – un rapide regard sur l'évolution depuis 2007 et les questionnements actuels

Bonjour, ci-dessous un point de vue personnel sur l'évolution de reclaim the fields et les questions auxquelles nous faions face maintenant.
A bientôt, Morgan

Juin 2007, mobilisations anti-G8 à Roctock en Allemagne. 1e Assemblée des jeunes pour le droit à la terre et l'accès à l'agriculture. Environ 80 personnes y assistent et discutent des obstacles à l'installation dans différents pays européens.

De là, un petit groupe de personnes membres d'organisations paysannes décide d'engager un processus « jeunes » au sein de la coordination européenne via campesina.

Novembre 2007, réunion au Pays Basque à l'invitation de l'organisation paysanne EHNE, une dizaine de jeunes envoyés par des organisations paysannes membres d'ECVC participent et décident l'organisation d'un campement l'an suivant. Plusieurs réunions auront lieu au 1e semestre 2008 pour concrétiser ce projet, notamment à St denis en France et à Witzenhausen en Allemagne.

Septembre 2008, campement « Farming a cool future » en Suède à la ferme de Holma co-organisé par les jeunes d'ECVC et les Jeunes Amis de la Terre Européens, en parallèle au Forum Social Européen. Environ 150 personnes participent à un campement axé sur des ateliers pratiques. Gros
enthousiame pour continuer l'aventure. Une partie des gens qui veulent s'engager ensemble ne font pas partie des organisations membres d'ECVC. Il est décidé que cela ne doit pas être un obstacle.

Octobre 2008, 5e conférence internationale de la Via Campesina au Mozambique. 1/3 des délégués doivent être des jeunes. Une bonne équipe de jeunes européens s'y retrouvent, y compris deux personnes non-membre d'organisations. Décision d'organiser en 2009 une rencontre internationale des jeunes de Via campesina, ce sera en Aragon, Espagne.

Novembre 2008, réunion en Belgique avec une quinzaine de personnes. Décision d'adopter le nom « Reclaim the Fields, Jeunes Européens en marche avec Via Campesina ». Définition de « Qui nous sommes », « nos valeurs », « nos objectifs ». Décision d'organiser un campement européen en Espagne ou en France, lié à la rencontre internationale des jeunes de Via Campesina.

Mars, Juin, Août 2009, trois réunions pour préparer le campement de Cravirola, d'abord à Wageningen aux Pays-Bas, puis à Cravirola en France, puis à Genève en Suisse.

Entre le campement de Holma et celui de Cravirola, trois groupes se sont structurés,

en Suède, Suisse et Belgique, de façon assez diverse.

Octobre 2009, campement « Reclaim the Fields » à Cravirola, France, où environ 400 personnes de plein de pays différents viennent. Divers ateliers axés sur l'installation paysanne, l'accès à la terre, les pratiques agricoles alternatives et les dynamiques collectives. Le dernier jour, assemblée pour voir ce qu'on pourrait faire ensemble. Beaucoup de personnes souhaitent s'engager.

Suite au campement de Cravirola, de nouvelles dynamiques émergent en France, Norvège et Hongrie. Il y a de fortes envies en Allemagne et un intérêt en Espagne. Des réseaux s'intéressent aussi à RTF, comme les fermes coopératives LongoMai.

Décembre 2009, mobilisations à Copenhague, Via Campesina offre à Reclaim the Fields de loger dans le même lycée que les paysan-ne-s et de participer ensemble aux mobilisations. Une 50aine de personnes viennent avec reclaim the fields. Les Suédois de Mykhoryzza montent une cuisine à soupe avec les légumes qu'ils ont cultivé ensemble toute l'année: grande réussite. C'est la première fois que reclaim the fields participe à une grande mobilisation et aussi que Via Campesina et reclaim the fields font quelquechose ensemble. Au dernier jour, lorsqu'on fait le bilan de la semaine, grande satisfaction, tant au niveau interne (on est contents d'avoir été là ensemble, forte cohérence sur les idées qu'on porte et comment on le fait), que dans la relation avec les autres (Via campesina, CJA).

Bilan et questions

Ce processus a permis à des gens de différents pays européens de se rencontrer et d'échanger sur l'installation paysanne, les dynamiques collectives, la réappropriation de la production alimentaire, l'accès à la terre, les pratiques agricoles,... Le fait de trouver des « alter-égo » un peu partout nous a donné beaucoup d'énergie. C'est la grande force des campements tels celui de Cravirola, mais la répétition de ce genre d'évènement peut aussi lasser ou prendre toute notre énergie alors que d'autres choses sont peut-être plus prioritaires?

Nous avons voulu casser les frontières entre agriculteurs professionnels et les « petits rigolos » qui auto-produisent pour leurs propres besoins, autour d'une idée commune de réappropriation collective de notre alimentation. Réflexion sur comment relier ce qui se fait en jardins collectifs et dans les

fermes, les AMAP et les squatteurs, etc. Un point important pour cela a été de redéfinir « paysan-ne » non pas en fonction du statut d'agriculteur, mais de l'activité de production d'alimentation et du lien au territoire et à la communauté locale, ect. Cela reste un défi de parvenir à travailler ensemble dans notre diversité, entre les « enfants du milieu agricole », les anars, les écolos, ceux et celles liées au syndicalisme paysan, les urbains des jardins collectifs, etc. Ce n'est pas facile, mais à mon avis c'est vraiment quelquechose à ne pas perdre. Comment faire?

Au début, la Coordination Européenne Via Campesina était assez méfiante via à vis de ce « groupe jeune » qui revendiquait à la fois son autonomie et son lien avec Via campesina. Le choix de prendre un nom « reclaim the fields » a augmenté cette incompréhension. Pour nous, c'était un peu un défi lors le campement de Cravirola de montrer que s'il n'y avait pas de jeunes (ou pas beaucoup) dans les organisations paysannes, ce n'est pas faute de jeunes engagés intéressés par les questions paysannes, mais beaucoup à cause du mode d'organisation des organisations paysannes, jugées trop hiérarchiques, bureaucratiques, de l'orientation lobbyiste et institutionaliste, etc. Cela explique ce choix de dire « Nous partageons vos luttes pour la souveraineté alimentaire, la réforme agraire, la biodiversité cultivée, l'agriculture paysanne, etc, mais nous voulons décider nous même comment nous nous organisons ». Comme cela a relativement bien marché: peu à peu ECVC considère plus positivement reclaim the fields. A Copenhague, le partage du logement et les mobilisations communes ont renforcé la confiance mutuelle. Cependant, alors que jusqu'en septembre environ 1/3 des personnes dans RTF étaient membres d'organisations paysannes d'ECVC, ce n'est plus du tout la cas aujourd'hui car aucun-ne des « nouvelles/eaux » ne sont liéEs aux OP. Quel est donc aujourd'hui notre lien avec Via campesina? (tous ceux qui ont participé à RTF depuis 2008 ont déjà fait ce débat au moins 3 fois!)

Le groupe est parti d'une identité « jeunes » qui ne se voulaient pas exclusive, mais plutôt une volonté de prendre une place dans un espace largement occupé par les gens de plus de 50 ans, de parler de la question de l'installation et de l'accès à la terre, entre ceux et celles qui sont directement concernés. Dans « qui nous sommes », nous nous étions décrits en novembre 2008 comme « jeunes paysan-ne-s, sans terres, paysan-ne-s en devenir, personnes qui veulent reprendre en main leur alimentation ». Cela a plutôt bien fonctionné, puisque ce sont en grande majorité des « jeunes » qui sont venus à Cravirola et qui y ont trouvé un espace pour discuter ensemble de ces problématiques. Est-il encore pertinent de garder cette identité jeune maintenant?

Jusqu'à présent, notre seul outils organisationnel a été une mailing liste « youthcoord », avec environ 20 personnes dessus, pour organiser le campement et les réunions. Nous avions ambition de « faire mouvement », or de ce point de vue Cravirola n'a pas tout à fait répondu aux attentes puisque toutes les questions liées à l'organisation d'un mouvement en Europe pour l'accès à la terre et l'installation paysanne sont restées en plan, faute de temps le dimanche (ou faute de volonté collective?). Comment pouvons-nous être plus ouverts? Comment voulons-nous nous stucturer maintenant que nous sommes plus nombreux? Quelle stratégie voulons-nous adopter pour changer le rapport de force en faveur de l'installation paysanne et du partage des terres? Etre un réseau, une organisation, une coordination de groupes locaux, un mouvement, l'organisateur de rencontres annuelles???

Depuis le début, nous avons lié la question paysanne avec celle d'un changement de société plus large. Pour nous l'engagement paysan était lié à un engagement pour la sortie du capitalisme. Le campement à Cravirola a montré que cette approche est largement partagée. C'est aussi dans cette idée que nous sommes allés à Copenhague avec le bloc « System change not climate change ». Cependant, comment fait-on pour la rendre effective sans nous éparpiller?

Histoire de RtF

2007
-Juin mobilisation anti G8 a Rostock en Allemagne, première réunion sur l accès a la terre et a l installation
-Novembre réunion aux pays Basque et décision d organiser un camp de jeune

2008
-Septembre “Farming a cool future», camp en Suède a Holma, co-organiser avec les amis de la terre, en parallèle du Forum social européen
-Octobre, 5ieme rencontre international de la Via Campesina, décision de faire un camp de jeune en Espagne
-Novembre, réunion en Belgique, décision sur le nom reclaim the fields, le Qui sommes nous et d organiser un camp en lien avec celui prévu en Espagne

2009
-Octobre, Camp reclaim the fields en France a Cravirola, 400 personnes de diverse pays d Europe, lancement des groupe de travail sur accès a la terre, démarrage d une ferme, pratique agricole alternative, dynamique collective...
-Décembre, mobilisation a Copenhague

2010
-Février réunion a Barcelone
-Mars «RTF» participe au séminaire sur les semences a Graz en Autriche et a l occupation d un jardin a Dijon en France
-Avril sortir du 1er bulletin Le 17 pour la journée internationale des luttes paysannes, action «RTF» a Bruxelles contre Monsanto
-Mai réunion a Basta a cote de Berlin
-Juillet camp «nationale» en Hongrie, Earth Rise de RTF Hongrie avec 120 participants
-Septembre sortir du bulletin 2 Réunion sur les fermes collectives a Wiserhoisel a cote de Graz en Autriche
-Octobre réunion a Wiserhoisel a cote de Graz en Autriche

2011
-Février sortir bulletin 3
-Mars réunion a Heathrow a cote de Londres, décision de faire le camp 2011 a Rosana Moutaina en Roumanie

-17 avril Mobilisation sur les semences a Bruxelles et Occupation a Genève
-7 mai ouverture ferme collectif occupationnelle sur la ZAD a Notre-Dames-Des-Landes Nantes, France
-A venir septembre camp RTF en Roumanie

Compte rendu Cravirola Bulletins, invitations réunions européennes et comptes- rendus, photos...
Appelle assemble générale 2011

-Appelle a flyer, affiche, films, émission radio, et autres document de la constellation RTF, pour réaliser une exposition mettant en perspectives la vie et la diversité de RTF

Contact kister@no-log.org

Roumanie
Cheval de Troie des PGM dans l'UE ?

Ramona DuminiCIOIU (InfOMG) et Christophe Noisette (Inf'OGM)

Les vingt dernières années en Roumanie ont vu la restructuration de l'agriculture issue du système communiste vers un système libéral de type « économie de marché ». Avec l'adhésion à l'Union européenne en 2007, la Roumanie a commencé à faire face à une nouvelle série de problèmes : la transformation de l'agriculture roumaine, comme évoqué plus haut, va vite, très vite, et il n'est pas impossible que le visage de l'agriculture roumaine ressemble, dans vingt ans, à celui des autres pays de l'Union européenne : concentration des terres, agrandissement des exploitations agricoles, exode rural, utilisation de semences hybrides et mécanisation.

La Roumanie est un pays d'agriculteurs. Cela ne peut échapper aux voyageurs... Partout des paysans fauchent, travaillent la terre, souvent avec pour seul soutien, le cheval. La population active est pour un tiers agricole. Ce pourcentage a tendance à diminuer assez rapidement. Il serait d'après les services officiels roumains autour de 28% en 2008, alors qu'il était encore à 35% en 2003. On estime donc la population active agricole à plus de 2,6 millions, soit une baisse de près de un million en cinq ans. En parallèle, on note une augmentation de l'émigration roumaine vers les autres pays de l'Union européenne, l'Australie, ou le Canada. A titre indicatif, en France, la population active agricole est inférieure à 3% avec 805 857 emplois dans l'agriculture en 2007 (selon l'Insee).
Au niveau de la mécanisation, la différence entre la France et la Roumanie est là encore assez importante. D'après la FAO, en 2007, la Roumanie comptait 174 000

tracteurs, alors qu'en France, il y avait 1,135 million de tracteurs, soit plus d'un tracteur par actif agricole (et en proportion vingt fois plus qu'en Roumanie).

Une agriculture duale

Contrairement à la plupart des pays européens, les agriculteurs roumains sont clairement divisés en deux classes : d'un côté 2,6 millions de fermes de moins d'un hectare qui pratiquent une agriculture paysanne, et de l'autre 9 600 exploitations agricoles de plus de 100 hectares. Ce sont ces grandes exploitations qui perçoivent la plus grosse part des subventions agricoles. En France, la taille moyenne des exploitations agricoles était, en 2000, de 42 hectares (contre 15 hectares en 1955, ce qui s'est accompagné d'une très forte diminution de leur nombre). En 2006, on comptait environ 350 000 exploitations agricoles en France (1).
La topographie de la Roumanie, contrastée elle aussi, explique en partie cette dualité de l'agriculture : à l'est et au nord du pays, de larges zones de montagnes (Transylvanie, Valachie, Moldavie) ; à l'ouest et au sud, une plaine fertile où se pratique une agriculture intensive. Ce sont dans ces plaines que les champs de plantes génétiquement modifiées étaient majoritairement recensés. On le dit souvent, et l'exemple de la Roumanie le confirme, les OGM sont d'autant plus intéressants que les fermes ont une grande superficie.
La Roumanie est à la fois exportatrice de matières premières agricoles et importatrice de produits alimentaires finis. En 2005, les produits transformés représentaient 68% des importations tandis que les produits non transformés représentaient 59% des exportations. En 2009, la Roumanie était le cinquième producteur agricole dans l'Union européenne, et pourtant elle a importé des produits agroalimentaires pour une valeur de 3,7 milliards d'euros. Ce déséquilibre est lié au fait que les grands exploitants qui fonctionnent sur fonds publics - subventions - étouffent le marché avec des matières premières qu'ils exportent à bas prix, sans les transformer.

Abandon du soja GM et introduction du maïs Mon810

Les cultures transgéniques en Roumanie ne sont pas un phénomène récent. Les premières PGM ont été introduites en Roumanie dès 1998 avec l'autorisation de 14 variétés de soja pour la culture commerciale, alors qu'aucune législation ne permettait d'assurer l'évaluation ou le suivi de ces cultures. A cette époque, le soja GM était considéré du point de vue législatif équivalent aux variétés conventionnelles. Les premières statistiques officielles pour le soja GM datent de 2004. Les surfaces semées de soja GM étaient de 5 523 hectares en 2004, 87 600 en 2005 et 137 275 en 2006. Lorsque la Roumanie est devenue membre de l'UE en 2007, la culture du soja GM a été officiellement interdite en Roumanie, conformément à la réglementation européenne. En effet aucun soja GM n'est autorisé pour la culture dans l'UE.

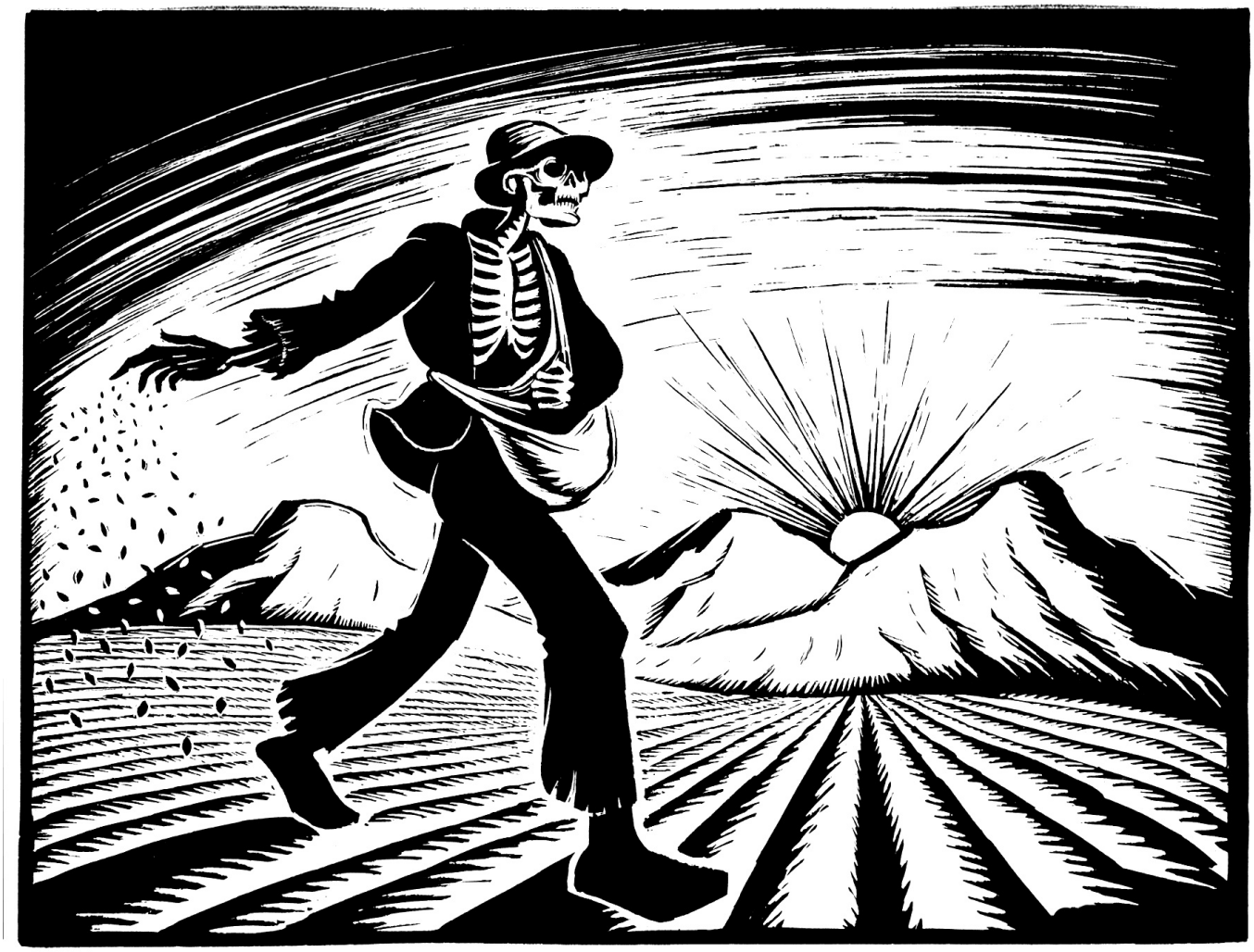
La même année, autre conséquence de l'entrée dans l'UE, c'est le fameux maïs Mon810 qui a été autorisé à la culture

sur le territoire roumain. Les ONG dénoncent une autorisation qui s'est faite automatiquement, sans consultation publique, et sans que soient menées des études indépendantes sur l'impact des cultures de maïs GM sur l'environnement et l'agriculture roumaine. D'ailleurs, actuellement, la conduite de telles études n'est toujours pas prévue par la réglementation.
Or, la Roumanie est un pays où le maïs appartient au patrimoine culturel et une partie de la gastronomie roumaine s'est élaborée autour du maïs (comme la mamaliga). Ainsi, dans ce pays, on trouve une très large diversité génétique de variétés traditionnelles de maïs. Les presque trois millions d'hectares plantés avec du maïs conventionnel, bio ou traditionnel (c'est-à-dire utilisant des semences non hybrides) sont donc exposés à la contamination.
Mais l'engouement initial pour le maïs Mon810 - de 332 ha en 2007, on est passé à 6 130 ha en 2008 - s'est très vite tari, avec seulement 3244 ha en 2009 et 823 ha en 2010. En effet, le Mon810 est génétiquement modifié pour produire un insecticide contre la pyrale (Ostrinia nubilalis), un parasite qui n'a pas une présence significative en Roumanie. Cet OGM n'a donc pas vraiment d'intérêt pour les agriculteurs roumains. Par ailleurs, l'ONG Green Agent précise qu'en 2007, dans le comté de Lasi, le maïs Mon810 a très mal supporté la sécheresse.

La Roumanie défend les PGM dans l'UE

Depuis 2007, la Roumanie a toujours défendu une position en faveur des OGM dans le débat européen. Lors des votes sur les autorisations (ou la levée des clauses de sauvegarde), la Roumanie a été soit en faveur des OGM, soit s'est abstenue. Or la Roumanie avec ses 14 votes est un État important, le septième en nombre de voix. Ainsi, par exemple, elle a voté pour la levée du moratoire autrichien sur le T25 et le moratoire français sur le Mon810, s'est abstenue pour les moratoires autrichien et hongrois sur le Mon810. Autre exemple, la Roumanie a voté pour l'autorisation du maïs Mir604, et s'est abstenue en juillet 2007 sur la demande d'autoriser la pomme de terre Amflora.

Cette situation risque de perdurer dans les années à venir. En effet, en septembre 2010, Valeriu Tabără a été nommé ministre de l'Agriculture. Cet ancien communiste est connu pour ses liaisons avec l'industrie agro-chimique et cela depuis des années. Il a joué un rôle clé en faveur de l'introduction des PGM en Roumanie et cela dès la fin des années 90 avec les premières cultures de soja transgénique. D'ailleurs, à plusieurs reprises, en 2007 et en 2010, le ministre de l'Agriculture a déclaré à la presse qu'il soutiendrait l'autorisation de la culture de soja GM devant les institutions européennes. Il justifie ses déclarations (2) par « les avantages évidents au niveau agricole » et « les résultats positifs pour l'économie roumaine » que la culture de ce soja a engendrés. Comme le note InfOMG (3), la Roumanie a été un des rares pays au monde à présenter des statistiques donnant des rendements à l'hectare plus importants dans le cas des cultures de soja GM par rapport au soja conventionnel. La société civile n'a jamais pu vérifier l'authenticité de ces « performances ».
Enfin, Valeriu Tabără ne fait pas mystère de ses conflits d'intérêts. Selon sa dernière déclaration sur ce sujet, il reste en contact avec Monsanto même en étant ministre de l'Agriculture : « Il n'y a rien de secret ni d'illégal ». Ce qu'il ne dit plus c'est qu'il a travaillé pour Monsanto, comme en témoigne son CV téléchargé à partir du site du Parlement roumain, le 2 juin 2006. Ce CV a depuis été expurgé de toute référence à Monsanto.



La position pro-OGM du gouvernement roumain se manifeste aussi par le nombre d'essais en champs de PGM que ce pays accueille. Si l'Espagne reste, sans surprise, le grand leader des essais en champs, la Roumanie vient juste après... En 2008, la première accueillait 45 essais en champs sur 84 en Europe (soit 54%), et en 2009, 61 essais sur 98 (soit 62%). La Roumanie, elle, accueillait, en 2008, 9 essais (soit 11%) et 21 en 2009 (soit 22%) (4). En 2010, le nombre d'essais roumains a encore augmenté atteignant 33 essais.

La réglementation n'est pas appliquée

La législation roumaine dans le domaine des OGM est le résultat d'une harmonisation hâtive des normes nationales avec les directives européennes. La Roumanie est l'État qui a le plus de lois pour réglementer les OGM (au nombre de 27). Cela aboutit à une réglementation compliquée qui laisse une grande place à l'interprétation. Sur ces 27 textes, 20 sont des décisions gouvernementales d'urgence ou des ordonnances ministérielles, donc sans débat parlementaire. Et à plus forte raison sans débat public.

Dans l'UE, la coexistence et, son corrolaire, la responsabilité sont gérées au niveau national. Actuellement, la loi roumaine impose une distance de 200 mètres entre champs GM et non GM. En cas de contamination, c'est l'agriculteur qui cultive des PGM qui est responsable, théoriquement. Jusqu'à présent, il n'y a eu aucune plainte pour contamination, ce qui ne signifie pas l'absence de contamination. Mais les agriculteurs n'ont pas les moyens financiers et techniques pour faire des contrôles.

Au-delà des textes, ce qui pose le plus problème est la mise en œuvre de cette réglementation. L'exemple de l'interdiction de la culture du soja GM est caractéristique. C'est avec un grand laxisme que le gouvernement a « surveillé » les champs, et aucune amende ou pénalité n'a été infligée aux agriculteurs qui n'avaient pas respecté l'interdiction nouvellement proclamée.
En outre, le registre national des OGM en 2006 montre que les autorités n'avaient aucun contrôle sur la culture du soja génétiquement modifié même quand il était autorisé en Roumanie. Dans les registres il y a en effet de nombreux cas de données manquantes (localisation des cultures, taille des parcelles, variétés cultivées, origine des semences, destination de la production, etc.), erronées ou transformées (par exemple erreurs arithmétiques de base sur le total des surfaces, etc.).
Comme l'oblige la législation européenne, la législation roumaine prévoit l'étiquetage

des produits génétiquement modifiés comme étant obligatoire depuis juin 2006 (Loi 106/2002 - complété par la Décision Gouvernementale 173/2006). Mais la loi n'est pas mise en œuvre. Pour l'instant il n'existe pas même un aliment commercialisé en Roumanie qui soit étiqueté comme OGM ou en contenant. Les consommateurs en Roumanie sont donc privés du droit de choisir des produits non-GM, n'étant pas en mesure d'identifier les produits génétiquement modifiés par une simple consultation de l'étiquette malgré la présence, depuis 2007, d'un laboratoire agréé par l'UE pour tester les OGM.

L'opposition aux OGM est le fait des autorités locales et des consommateurs

En Roumanie, il y a à ce jour 57 autorités locales et 24 restaurants qui se sont publiquement déclarés comme Zone Sans OGM. Ils ont signé une déclaration d'intention visant à interdire les organismes génétiquement modifiés et demandant aux autorités et politiciens nationaux de s'assurer que les intérêts des agriculteurs en Roumanie qui souhaitent produire des cultures non-GM seront protégés par la loi. Les 57 autorités locales se sont également obligées à utiliser des moyens démocratiques, tels que des conférences et autres activités éducatives visant à persuader les agriculteurs de ne pas cultiver des plantes GM.
En mai 2010, InfOMG a commandé un sondage national d'opinion à OMNIBUS. 81,5% des roumains veulent que les autorités interdisent les OGM et 74,1% ne veulent pas manger d'OGM.

En conclusion, la Roumanie est un pays qui a un grand potentiel agricole et où la majorité des citoyens et des agriculteurs ne veulent pas de PGM. Or, jusqu'à présent, les autorités jouent le jeu de l'industrie biotechnologique, en Roumanie même mais aussi au niveau de l'Union européenne. Pour longtemps ?

1, http://www.ladocumentationfrancaise.fr/dossiers/france-50-ans-transformations/mutations-agriculture.shtml
2, http://db.zs-intern.de/uploads/1179935557-romania_gmsoy_23_05_2007.pdf
3, InfOMG est une veille citoyenne d'information sur les OGM en Roumanie: http://www.infomg.ro
4, http://www.infogm.org/spip.php?article3988

Reclaim The Fields: la constellation s'enracine au Royaume-Uni

Pendant un long week-end, il n'y a pas si longtemps, une soixantaine de paysan-ne-s et de penseur-euse-s a convergé de tout le pays vers le terrain de Heathrow pour le premier rassemblement de Reclaim The Fields UK. Pendant deux jours, nous avons parlé et travaillé ensemble, partageant les idées de ce qui nous rassemble, et prenant connaissance des différences qui nous séparent. Grâce à d'intenses et fertiles discussions, entrecoupées de travail et de jeux, nous avons commencé à créer les visions de ce que pourrait être un groupe Reclaim The Fields, ici au Royaume-Uni.

Dans d'autres parties d'Europe, Reclaim The Fields existe déjà depuis quelques années. Structuré en constellation, sans souci des frontières, il est composé de paysan-ne-s, forestier-e-s, squatteur-euse-s de terres et jardinier-e-s urbain-e-s. L'idée à la base de cette création, est de relier des personnes impliquées dans des luttes et projets autour de la souveraineté alimentaire mais de différents contextes culturels et légaux. Cette forme a pour but une démocratie radicale, sans hiérarchie interne, avec une organisation autonome des participant-e-s entre ellex-eux.

Ce réseau se déclare anti-capitaliste, et ses membres sont impliqué-e-s dans la création d'alternatives à l'agriculture industrielle et ses conséquences environnementales et sociales. En partageant des idées et des expériences, le réseau agit comme un forum pour expérimenter et militer pour l'accès à la terre et aux semences, pour diffuser des technologies appropriées, établir des fermes collectives, et créer des solidarités entre les mouvements qui veulent reprendre le pouvoir sur la production alimentaire.

Le premier rassemblement

Dans toutes les discussions de Grow Heathrow sont apparus une variété de points communs qui unissent les groupes assemblés. De cela ont émergé quatre points comme thèmes et préoccupations pour le développement du réseau. Ce sont sur ces points de solidarité que nous pourrons renforcer nos idées et nos actions.

Au Royaume-Uni, nous souffrons d'une concentration de terre incomparable, et de très faible taux d'emplois dans l'agriculture. Celles et ceux qui veulent retourner travailler la terre en sont empêché-e-s par des prix excluants et des systèmes de planification déresponsabilisant, pendant que d'immenses parties du pays sont gardées pour la seule préservation de quelques familles aristocratiques. Pour sortir de ce système, **nous devons faire une analyse critique de la propriété et de la distribution des terres, et créer des alternatives positives et pratiques**. Nous devons nous forger une identité commune autour des questions d'accès à la terre dans ce pays. A partir de cette base, nous pourrons partager des idées et des outils pour obtenir l'accès à la terre, et utiliser les questions d'alimentation et de terre comme un moyen de changements sociaux plus larges.

Pour comprendre véritablement les structures de la propriété terrienne qui sous-tend nos systèmes agricoles, **nous devons comprendre notre place dans le temps**. Nous

sommes né-e-s d'une histoire riche de résistances et d'opposition au mouvement d' enclosure des terres et des cultures. C'est seulement en comprenant ces histoires sur lesquelles nous sommes basé-e-s que nous pourrons créer le futur dont nous rêvons. Le mouvement Reclaim The Fields doit regarder derrière autant qu'il regarde devant. Les leçons de l'histoire sont aussi valables que les leçons du présent.

A la base de nos projets et campagnes, nous devons engager une révolution de ce que nous considérons comme normal. **Nous avons besoin de changer nos perceptions sur la production alimentaire et le travail de la terre**; nous avons besoin de créer une culture vivante qui valorise les productions durables et la préservation de domaines non privatisés. Pour catalyser ce changement de culture à l'échelle nécessaire, nous devons atteindre les gens hors de nos cercles habituels et créer des espaces d'inclusion et de participation où des alternatives viables sont vécues et ressenties comme de nouvelles réalités.

Dans un projet à cette échelle, **le réseau Reclaim The Fields a un rôle précieux à jouer en renforçant le réseau de support mutuel entre les différents projets**. Nous devons créer des structures grâce auxquelles nous pourrons offrir savoir-faire, opportunités et débouchés pour les produits des personnes qui veulent gagner leurs vies du travail de la terre. Construire une constellation de ce type implique de créer des moyens de communication et d'organisation qui facilitent un réseau démocratique dans différents contextes. Notre force se mesure à l'intégrité de nos relations : en agissant ensemble, nous pouvons renforcer notre appel.

En plus des discussions sur ce que pourrait devenir Reclaim The Fields, nous avons aussi travaillé à tailler un petit champ à travers la jungle de vieilles ronces qui entourait l'arrière du site, et construit une série de jardins surélevés à côté de la route. Quand la nuit est venue, nous avons discuté et chanté autour du feu et suspendu quelques malicieux messages de solidarités à des points de vue locaux.
Dans cette soupe d'idées et de mains sales, les premiers murmures de Reclaim The Fields sont devenus réalité ; ce qui sera construit sur ces bases reste à voir.

Tou-te-s celles et ceux intéressé-e-s pour participer à agrandir la constellation sont les bienvenu-e-s pour en savoir plus et ajouter leurs énergies à la construction du moment. On parle d'organiser un deuxième rassemblement dans l'été et beaucoup d'entre nous iront au Campement Européen en Roumanie en Septembre. L'invitation est ouverte à tou-te-s.

En attendant, regardez sur www.reclaimthefields.org pour les dates, les nouvelles et les publications du groupe.
Pour rejoindre la liste de diffusion UK:
uk@lists.reclaimthefields.org

Restons en contact, diffusons l'information.

La résistance est fertile !

Pourquoi j'occupe ce champ?

Si j'occupe ce champ, c'est pour ne pas regarder se faire cette étendue de mort sur la plaine de l'Aire, ce désert, sans rien dire, sans rien faire. Pour moi c'est ça le désert: les bâtiments industriels, les banques, les autoroutes, les parkings, les supermarchés, les zones villas, les villages dortoirs et leurs fermes rénovées et les routes encombrées de 4X4 qui polluent la campagne pour rejoindre les sin istres bureaux des villes, les terrains de golf, les manèges...

Ce champ qui a l'apparence d'un champ n'en est pourtant pas un. C'est de la bonne terre, qui pourrait être nourricière et habitée, mais qui au lieu de cela a été dé classée en zone industrielle, et livrée à la spéculation des affairistes. Elle a été réduite à une fonction de désert à coloniser après qu'on l'ait fait passer pour un désert (tech nique bien connue).

Le déclassement des zones agricoles est une condition au développement des villes, la disparition programmée de la petite et moyenne paysannerie est une condition au développement de l'économie libérale. Quand le gou vernement défend des idées de souveraineté alimentaire, de production locale, de terroir, d'écologie alors qu'en même temps il crée une zone molle et faible autour des villes qu'il peut défoncer sans en avoir l'air, il ne fait que parquer provisoirement, dans les niches que l'Economie concède, un peu de terroir, quelques batraciens, quelques producteurs de proximité. « A la niche, les petits agri culteurs ! ». Dans un cadre aussi désespérant, beaucoup d'exploitants agricoles préfèrent vendre leurs terres au plus offrant que les défendre.

Mais c'est seulement en travaillant la terre qu'on pour ra la défendre. Alors on refait de

ce champ un champ, et on le cultive. On commence à inverser la tendance, et si ce n'est pas ce champ-là ce sera un autre, que nous habit erons pour constituer un espace de résistance, au sens propre comme au sens figuré, parce que petit à petit on apprend à s'organiser ensemble pour lutter. La lutte pour l'accès à la terre c'est aussi cela. Quand tout le territoire est parcellisé, cloisonné, contrôlé, exploité, aménagé, défini, limité, labellisé, étriqué, toutes ces terres sont pour nous abandonnées, et nous appellent à lutter pour refuser l'exil.

Cette parcelle a été intégrée en 1996 au plan directeur de l'extension de la Zone Industrielle de Plan-les-Ouates (ZIPLO). Depuis lors, c'est une friche agricole de près de 3 hectares. Il a été décidé d'y

construire un centre de haute technologie en 2001. Or rien ne s'est passé, sauf la prolifération de plantes adventices. Elle est exemplaire d'une situation où l'immobilisme va bon train avec la spéculation.

La ZIPLO est gérée par la Fondation pour les Terrains Immobiliers (FTI), une institution de droit public qui cherche à valoriser les terrains industriels du canton. À partir de 1996, avec l'arrivée de Patek Philippe, la zone devient réellement « attractive » pour les grandes enseignes. Suivront Piaget, Rolex et une kyrielle d'autres petites start-up du genre. Les biotechnologies ne sont évidemment pas en reste, avec entre autres le Centre des Technologies Nouvelles (CTN), inauguré en 1988.

C'est d'ailleurs le même projet, mais en plus grand, qui devait voir le jour ici entre 2002 et 2004. Las, rien ne s'est passé comme prévu. La dernière prolongation de l'autorisation de construire date de 2008, et n'a pas été renouvelée depuis. Il faut dire que la société Tivona-Terra, que les sites officiels donnent toujours comme propriétaire du terrain, a été radiée du registre du commerce en 2010. De fait, les avoirs de cette société appartiennent au groupe Jelmoli, cette hydre énorme de l'immobilier suisse.

Rossport – Continuer la lutte pour la terre en dans l'ouest de l'Irlande

Luttes pour la terre en Irlande

La lutte pour l'accès à la terre a toujours eu une résonnance en Irlande, héritage d'une longue histoire coloniale sous domination anglaise et d'une société qui reste fortement rurale. L'utilisation du déplacement pour briser les résistances des habitant-e-s était une technique habituelle, ainsi que de nombreux siècles de réduction des "plantations", de changements des droits traditionnels, de lois pénales rendant plus difficile pour les familles catholiques de posséder des terres, et ainsi de suite. L'accès à la terre était utilisé comme un moyen de suppression et de contrôle de la population, aussi bien pour punir les irlandais-e-s rebelles que pour récompenser les élites.

Ce n'est donc pas surprenant que, en retour, les luttes pour le droit à la terre aient une part importante dans l'histoire irlandaise. Des mouvements tels que la "Land League" au 19ème siècle préparaient la voie à la lutte irlandaise finale pour l'indépendance. Ces résistances ont été tellement puissantes que le mot "boycott" est entré dans la langue anglaise, résultat d'une campagne victorieuse contre un fameux agent de propriétaires anglais absents. Quoiqu'il en soit, l'indépendance face aux lois anglaises en 1921 ne s'accompagna pas d'une fin des politiques agricoles. La plupart des terres restèrent entre les mains de la bourgeoisie anglo-irlandaise, le plus souvent des propriétaires absents qui continuèrent à exercer un contrôle sur les régions rurales d'Irlande. Pour celles et ceux qui furent déplacé-e-s pendant cette période sous l'autorité britannique est apparue l'expression " au diable ou à Connaught", Connaught étant la province de l'ouest dont les terres étaient considérées comme les plus pauvres. Les paysan-ne-s, ici, luttèrent pour des conditions de vie basiques, travaillant un sol pauvre. Pendant des générations, ils et

elles ont édifié leurs fermes, apportant des algues pour améliorer le sol et leurs conditions d'existence. L'immigration et ses conséquences restent vivaces dans les mémoires de ces communautés dispersées.

Shell arrive à Broadhaven Bay

C'est dans ce contexte qu'en 2000, plusieurs représentant-e-s de Shell passent à la ferme de Willie Corduff, un paysan dont les terres s'étendent près de la baie de Broadhaven, au nord du Connaught, dans la région d'Erris. Ils et elles lui disent qu'ils et elles veulent discuter avec lui du tuyau qui traverse son champ. C'était la première fois qu'il en entendait parler.
En cherchant un peu, il apparu que le gouvernement irlandais avait donné au consortium de Shell (45 %), Statoil de Norvège (36.6%) et Vermillion du Canada (18.5 %), le droit de forer pour le gaz naturel dans les terres de Corrib, sur la côte nord-ouest. Une raffinerie allait être construite à Bellinaboy, pour traiter le gaz venant de Corrib et d'autres sites offshores prévus. Cela nécessitait un gazoduc à haute pression qui devait traverser les terres de différents paysan-ne-s en passant à proximité de leurs maisons.

Le tuyau devait passer à travers les marais d'un paysage magnifique et varié et à côté des maisons de la communauté éparpillée. Une communauté que personne n'avait pensé à consulter. Craignant pour leur sécurité personnelle, leurs conditions de vie, et pour l'environnement, ils et elles ne pouvaient rester sans rien faire. Plusieurs campagnes locales eurent lieu pour résister au projet, la plus importante étant Shell à la mer. (Shell to Sea). Le but de cette campagne était de s'assurer que l'exploitation des sites offshores ne se fasse pas aux dépends des populations locales ou de l'environnement, et de renégocier le cadeau scandaleux qui avait transféré inexplicablement les ressources de Corrib aux mains du privé.

Depuis 2000, les campagnes se sont implacablement opposées à chaque étape de la

construction de la raffinerie et des tuyaux par des méthodes légales. A partir de 2005, elles ont atteint un autre niveau, en combattant avec les corps aussi. Ceci malgrè une pression policière et étatique forte. Cinq paysan-ne-s, dont Willie Corduff, ont été emprisonné-e-s sans durée de peine pour avoir refusé à Shell l'accès à leurs terres, ce qui a provoqué un tollé massif partout en Irlande. A un moment, 2000 policiers ont été envoyés pour permettre à Shell de retourner travailler malgrès les blocages constants du site de la raffinerie. En 2008, les gens ont mis leurs corps en première ligne pour bloquer le Solitaire, le navire qui pose la partie offshore du tuyau, et ont été tellement efficaces qu'il a fallu l'intervention de la marine irlandaise.
Tout cela face à des pressions de l'Etat, avec des politicien-ne-s qui refusent d'aider les gens auxquels ils sont supposés résister, et le juge local prenant parti maintes et maintes fois. Des auditions avec des agences gouvernementales diverses ont approuvé sans discussion tout ce que Shell voulait, malgrès les solutions alternatives amenées par la communauté pour sortir du conflit.

Même si la violence n'est pas comparable à celle vécue par les populations Ogoni du Niger (avec qui des liens ont été tissés, comme avec d'autres luttes pour la terre), et la police et la société de sécurité privée de Shell, RMS, ont eu la main lourd, augmentant l'impression de la population d'être en état de siège- mais cela eu pour seul effet d'augmenter la détermination de chacun-e, et non de la briser. Les salarié-e-s de RMS sont connu-e-s pour avoir des liens avec des groupes fascistes.

Même si Shell et ses partenaires ont continué les travaux selon leurs plans, l'opposition les a retardé d'une dizaine d'années et a causé d'immenses coûts. On entre actuellement dans une nouvelle étape de la construction du gazoduc : il faut l'apporter sur le rivage et lui faire atteindre la raffinerie – à moitié terminée et souffrant de complications liées aux délais. Pour ça, une machine spécialisée a été apportée pour forer le sous-sol. C'est une étape cruciale du processus, mais la résistance reste déterminée.

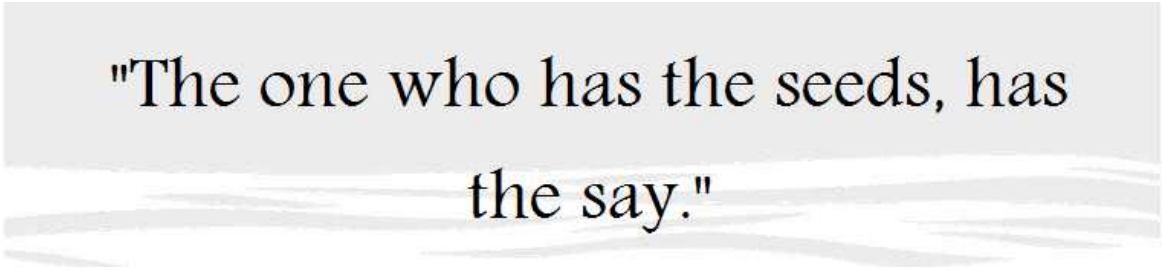
Camp de Solidarité de Rossport

En 2005, un appel a été lancé pour soutenir cette lutte. Cela a conduit à la création du Rossport Solidarity Camp , un camp autonome qui est là autant pour soutenir la population locale que faire des actions. RSC est depuis devenu une démonstration puissante de comment les militant-e-s peuvent agir avec les communautés locales sur des luttes autour de la question des terres, malgrès des perspectives politiques différentes. Ca n'a pas été de tout repos, mais beaucoup en a été appris.

RSC a construit des liens puissants entre des gens du Royaume-Uni et d'ailleurs, certain-e-s y venant et y restant, amoureux-euses de l'endroit. Ce lieu au fonctionnement non-hiérarchique et non-discriminatoire a ouvert un espace intéressant dans ce qui est une région traditionnellement conservatrice. La quantité de soutien reçue de la part de la population locale est la preuve que ce lieu fait désormais partie de cette région. Une partie de tout cela a été obtenu grâce à des buts précis, des règles dans le camp, et en s'assurant que des relations de proximité avec la communauté étaient maintenues. Il n'est pas rare pour les gens du camp d'aller aider les paysan-ne-s ou les jardinier-ere-s, autant que de participer à des actions.

Cette année, le camp a déménagé pour un champ donnant directement sur une nouvelle infrastructure de Shell à Aghoos, pour être sûr que la résistance continue. Barrez la route aux engins de Shell, c'est un endroit stupéfiant, entouré de montagnes, à côté de la baie.
De nombreuses actions ont déjà eu lieu contre les salarié-e-s, de la manifestations au blocage.
Le site a été monté avec différentes structures pour maintenir une présence constante avec un minimum d'impact.
Tou-te-s sont les bienvenu-e-s pour venir et participer, en fonction de ce que chacun-e se sent capable de faire, que ce soit pour résister ou simplement soutenir le camp. Il est important de noter que des principes ont été posés pour s'assurer que le camp reste durable pour les nombreux-euses militant-e-s qui y vivent, et que les relations avec les gens de la région soient préservées.

Pour plus d'informations: http://www.rossportsolidaritycamp.org/



Avec ce slogan, un mouvement grandissant a rendu visible la tendance, jusque là restée discrète et ignorée du grand public, à la privatisation et au brevetage des semences.
Alors que les OGM sont maintenant rejetés par une large majorité de la population (des groupes religieux aux groupes conservateurs de paysannes en passant par la gauche radicale) , la problématique des semences n'a pas encore atteint un potentiel suffisant pour mobiliser les foules.
Les semences sont le premier maillon de la production alimentaire, et constituent ainsi la base de toute notre alimentation. S'interroger sur les semences revient simplement à s'interroger sur qui est en charge de nos conditions de vie : les populations elles-mêmes ou une demi-douzaine de multinationales ? L'accès aux semences est – avec l'accès à l'eau et à la terre- une des bases les plus importantes de la souveraineté alimentaire et de l'autonomie pour la nourriture. Le libre accès aux semences est un droit humain, comme en témoigne un rapport spécial de l'ONU sur le droit à l'alimentation.

La question des semences est aussi intimement liée à la question de comment est organisée l'agriculture. Les semences industrielles, présentées par les grandes compagnies comme le moyen de nourrir la population mondiale croissante, sont adaptées à un modèle agricole uniquement basé sur l'augmentation des rendements et la croissance économique. Ce modèle préfère la quantité à la qualité, la surproduction à la valeur nutritionnelle, la monoculture à la diversité et la centralisation à l'auto-organisation. Elle repose sur la monoculture de quelques variétés à haut rendement qui nécessitent de grandes quantités de fertilisants et de pesticides pour pousser, plutôt que de s'appuyer sur des systèmes à petite échelle, avec une grande diversité de cultures, capables de s'adapter à des changements de conditions environnementales et climatiques. Que ce soit ces petites exploitations qui puissent nourrir le monde, comme l'a montré un rapport de International Assessment of Agricultural Knowledge, Science and Technology for Development“ (IAASTD) reste tristement ignoré par ce modèle.

La question des semences pose implicitement la question de la sorte d'agriculture que nous voulons, et comment nous voulons nous nourrir. Elle interroge aussi sur qui contrôle et domine la production et l'approvisionnement alimentaire global. C'est pourquoi nous devons essayer d'analyser le développement du secteur des semences de manière très critique et essayer d'y exercer une influence.

Ce développement repose actuellement sur deux aspects : les droits de propriété intellectuelle des semences, et les accords de marchandisation des semences, encore peu connus.
Nous allons continuer à analyser ces deux aspects.

La propriété intellectuelle sur les plantes et les animaux

D'après les accords de commerce sur les aspects des droits de propriété intellectuelle Agreement on Trade-Related Aspects of Intellectual Property Rights (TRIPS), chaque état membre de l'OMC doit mettre en place un droit de propriété intellectuelle sur les animaux, les plantes, et les semences. la protection de brevets pour les inventions dans tous les domaines

technologiques. Ceci comprend les produits ou processus qui sont novateurs, qui inclue une étape innovante et peuvent faire l'objet d'application industrielle. Cette dernière condition est sujet à exceptions. Les états n'ont pas besoin de fournir de brevets sur les plantes et animaux si l' “invention” des plantes et animaux sont protégées “ soit par des brevets, ou par un système sui gitneris, ou par une combinaison des deux” (Accords TRIPS, Art 27, Par. 3B)

La protection des variétés de plantes UPOV Alors que les Etats-Unis protègent les “innovations” variétales grâce à des brevets, l'Union Européenne et beaucoup d'autres pays ont signé la convention UPOV de Protection de Variété des Plantes comme un système sui generis pour le secteur des plantes et semences. A l'origine, cette protection comprenait des privilèges pour les paysan-ne-s et les semencier-e-s plutôt qu'aux inventeur-trice-s, leur permettant de semer avec des variétés protégées et de les reproduire. La révision de l'UPOV en 1991 a changé cela, les membres de cet accord étant désormais autorisé à interdire aux paysan-ne-s de conserver des semences de variétés protégées et de les resemer sans payer de taxes.

Seuls quelques pays, comme l'Inde ou l'Ethiopie, ont réussi à établir un système sui generis qui favorise les droits des paysan-ne-s plutôt que des industries privées. Ce système est basé sur la déclaration internationale des « droits des agriculteur-trice-s » établie lors des accords de commerce sur les ressources génétiques végétales. Cependant, même si l'existence de ce texte est positive, il est écrit de tel sorte que sa mise en application reste difficile. Les droits des paysan-ne-s régressent partout, avec notamment les accords entre des pays en voie de développement et des multinationales, et les pays industrialisés qui essayent d'abolir ces systèmes à travers des traités de commerce bilatéraux, comme les accords de libre-échange entre l'Inde et l'UE qui vont être débattu prochainement.

Brevet sur le vivant

Grâce à l'ingénierie génétique, le principe de brevetabilité des semences a réussi à entrer dans les lois européennes. La protection des brevets va des gènes à la récolte, la transformation et la reproduction. Il y a des droits pour les brevets pour tout, et cultiver, conserver et reproduire des semences protégées est interdit. Il est clair que le droit de propriété intellectuelle sur les plantes et les semences sont devenues de plus en plus strict ces dernières années – dans l'intérêt des grandes compagnies. Cela a conduit à une augmentation du prix des semences et la formation d'un monopole sur le marché des semences. IL est vraiment alarmant que la Banque Mondiale et l'Organisation Mondiale du Commerce encouragent les mécanismes de privatisation de ce secteur.

Législation du marché des semences

Quoiqu'il en soit, la législation du marché des semences n'est pas aussi présente dans les médias et le public que la brevetabilité et le droit des variétés des plantes.
Alors que les droits de la propriété intellectuelle sont supposés protéger les intérêts des semenciers, la législation du marché des semences dicte quelles variétés de plantes ont le droit d'être mises sur le marché des semences commerciales. D'après cette législation, les seules variétés autorisées sur le marché sont celles qui sont enregistrées dans le catalogue européen des variétés. Les critères pour être enregistré sont conçus pour les semences industrielles. Beaucoup des variétés traditionnelles et régionales, ainsi que les nouvelles variétés adaptées à une culture biologique, n'entrent pas dans ces critères et ne peuvent ainsi pas être enregistrées. Ceci explique pourquoi une grande partie des agriculteur-trice-s organiques utilisent des semences conventionnelles, souvent même des semences hybrides. A cela s'ajoute aussi le fait qu'il n'y a pas de recherche, ni de financement pour la production de semences organiques, contrairement à la recherche en biotechnologie et sur les espèces à fort rendement, et que les producteur-trice-s de semences, par exemple biodynamiques sont des autodidactes. De plus, l'enregistrement est tellement liée à des coûts élevés qu'ils ne peuvent être assumés par des petites entreprises de semences. Depuis que l'Accord de marché des semences est en cours de révision et sur le point d'être unifié pour tous les pays européens, une discussion sur comment la législation sur les semences pourrait être remodelée et comment les commissions européennes pourraient être influencées a surgi entre les entreprises de semences, les initiatives de protection des semences, les jardinier-e-s et les paysan-ne-s.

L'unification de la législation du marché des semences est un problème, surtout pour les pays européens qui cultivent encore des variétés de plantes traditionnelles et les pays européens dans lesquels une agriculture paysanne et fes échanges de semences sont encore couramment accepté et font partie d'une pratique culturelle. La mise sur le marché (par la vente ou l'échange) des semences qui en sont pas enregistrées dans le catalogue européen deviendra illégale quand la nouvelle loi européenne unifiée sera en vigueur. Pour l'instant, la législation européenne sur les semences est un labyrinthe de paragraphes. Même les mots clés comme “mise sur le marché” ne sont pas encore défini précisement.

Réactions du mouvement pour les semences

Malheureusement, même le milieu des activistes de mouvements des semences n'est pas d'accord sur comment résoudre tous ces problèmes. Les opinions et positions des pays et des activistes sont juste trop différentes. Influencer l'élaboration de la loi européenne sur les semences par du lobbying est une première étape. Le guide européen de conservation des variétés contient l'idée basique de diminuer les coûts et la bureaucratie de l'enregistrement dans le catalogue européen. Quoiqu'il en soit, la réalité n'a pas encore intégré cette idée.

Lobbying ou mouvement à la base ?

Lobbying et influencer le guide européen de conservation des variétés est une méthode possible pour défendre des semences variées, reproductibles, ainsi que les intérêts des petit-e-s semencier-e-s et des organisations de conservation de semences. Une guide de conservation des variétés plus élaborés pourrait assurer un marché officiel et réglementé des semences qui incluerait aussi les variétés traditionnelles. Le but de cette méthode est de changer les critères d'enregistrement pour que les variétés locales traditionnelles et les variétés spécialement adaptées à l'agriculture biologique puissent aussi être enregistrées dans le catalogue européen, et puissent être vendues officiellement. Les projets défendant la conservation des variétés

pourraient ainsi sortir des zones d'ombre de la législation. Cela rendrait aussi impossible les poursuites judiciaires contre des initiatives comme celle de Kokopelli. Mais le lobbying et l'influence sur les lois européennes demandent de la patience et de l'optimisme. Même si les ONG et les initiatives sont appelées à participer à la feuille de route européenne, cela en signifie pas automatiquement qu'elles sont capables de porter un lobby puissant sur l'industrie et les entreprises.

Plutôt que de se perdre dans un dédale de lois, on pourrait aussi choisir d'établir des alternatives au secteur formel et juridique des semences. Cela comprend des banques de semences publiques, autant que la connaissance de multiplication des semences, qui circulerait librement, et la culture de semences pour permettre leur adaptation à l'environnement et au climat.
Il est important de considérer ces deux méthodes comme des solutions possibles au problème, l'une n'exluant pas nécessairement l'autre. Le lobbying au niveau européen n'aura d'influence que s'il y a des alternatives qui peuvent être montrées. D'un autre côté, choisir des méthodes alternatives n'est possible que si les lois ne l''interdisent pas à chaque étape.
Les campagnes pour les semences liées à la journée d'action de la Via Campesina le 17 avril ont montré qu'il est possible, en fait, d'établir des alternatives aux arrangements actuels sur les semences.

En plus des grandes manifestations en faveur de la maitrise des semences et contre la législation européenne du 18 avril, de nombreuses actions et événements décentralisés ont eu lieu partout en Europe, et notamment des bourses de semences. La campagne britannique «Seedy Sundays», inspirée par des activités similaires au Canada, qui organise des bourses aux semences à travers le royaume uni sert de modèle. Les gens se rassemblent pour échanger des graines non-OGM et non-hybrides, des plants, et des expériences. Depuis les premières, les mouvements de bourses de graines n'ont pas seulement grossi mais ont aussi crée de nouvelles activités comme l'échanges de livres, des programmes culturels pour les jeunes et les enfants, mais aussi des films et des pièces de théatre. Des cours sur la préservation et la diffusion des variétés sont aussi proposés. Le nombre de visiteur-euse-s est en constante augmentation. Ces bourses aux graines constituent aussi un moyen idéal pour faire se rencontrer des personnes qui dans d'autres contextes se croiseraient difficilement, des jeunes et des vielleux, des immigré-e-s et des habitant-e-s dont les familles sont profondement ancrées dans la région, des citadin-e-ns et des villageois-e-s, des groupes qui luttent pour des causes sociales et ceux qui sont plus impliqués

dans les questions environnementales. Le sujet des semences peut ouvrir de larges débats sur l'agriculture, la propriété, et plus largement, les questions socio-politiques, tout en encourageant des formes d'actions différentes. A Berlin par exemple, une guérilla potagère a planté des engrais verts sur une bande de terre abandonnée dans le cadre d'une bourse aux graines.

Relier agriculture rurale et urbaine

« En tant que femme de la ville, je peux aussi contribuer à la souveraineté des semences » déclare une visiteuse après une prise de parole dans le cadre d'une bourse aux graines , exprimant un point important de ce mouvement qui grossit : pendant des décennies, les citadin-e-s se sont coupé-e-s de la nature et des processus de production agricole. Cela a eu des conséquences bien connues, d'une augmentation des désordres psycho-sociaux aux fréquents scandales alimentaires, ce qui représente seulement une partie du problème des supermarchés. D'après de nombreuses personnes, un tournant critique a été atteint. Ils et elles ne veulent plus vivre comme ça, et ont décidé de faire quelque chose pour changer cette situation. Une explosion de jardin est en train d'émerger dans les zones urbaines. De jeunes ménages louent des parcelles de terre hors des centre-villes, des groupes de gauches commencent à découvrir les questions environnementales et à occuper des friches pour les transformer en jardins collectifs. De plus en plus de personnes commencent à être concernées par l'origine et la qualité des semences. Le passage de la production personnelle de semences et de l'échange à l'activisme est proche. En plus des avantages en terme d'économies, la production de semences est vécue par les jeunes avec la fierté de créer quelque chose de ses propres mains. Certain-e-s parlent du côté addictif, ou de la satisfaction d'essayer d'obtenir toujours plus et plus de semences variées. Si ces personnes conceptualisent aussi leurs activités comme un acte politique et s'engagent activement dans la protection des variétés libres, un mouvement fort peut se développer. Les citadin-e-s montreront un intérêt pour les préoccupations des paysan-ne-s (les paysan-ne-s ayant de longues heures de travail, lié à la charge importante de travai, ont difficilement du temps pour de l'activisme politique). Les problèmes de l'agriculture industrialisée pourront ainsi mieux être combattus ensemble. Villes et campagnes ne seront plus des milieux séparés, se portant mutuellement préjudice.

Témoinalors que les jeunes commencent à redécouvrir les semences, les plus vieux-vieilles ont toujours connus la production de graines comme faisant partie de la vie quotidienne. Leurs voix et expertises «ont petit à petit été entendues et reconnues dans le mouvement des bourses de semences. Les bourses de semences, comme par exemple « Red de Semillas » en Espagne, ou « Colher para Semear » au Portugal, organisent régulièrement ce qu'elles appellent des « tables rondes de témoignage ». Les personnes agées, de plus de 80 ans, qui

n'ont parfois jamais quitté leur village, participent à ces tables rondes et partagent leurs expériences sur les vieilles variétés de semences, et leurs méthodes de culture respectives. Les tables rondes sont filmées pour conserver ces connaissances anciennes et presque disparues pour les générations futures.

Les semences se propagent naturellement- Aidons les à voyager

Les semences ne se limitent pas aux frontières nationales ou à des territoires. Dans ce monde globalisé, elles se propagent de plus en plus, pour le meilleur et pour le pire. La politisation du jardinage et du sujet des semences implique donc, en plus de tous les autres aspects, une composante interculturelle : d'une part, une curiosité pour les semences « exotiques » de Turquie, ou d'Indonésie, et d'autre part, la possibilité pour les immigré-e-s d'entrer en contact avec les habitant-e-s du pays hôte et d'échanger des idées autour du jardinage. La communication en jardinant ou pendant une bourse d'échanges ne se limite pas au langage ou à l'appartenance. Pour certain-e-s immigré-e-s, les jardins collectifs ont montré qu'ils pouvaient constituer des moyens efficaces d'adaptation au pays d'accueil, et pour dépasser des traumatismes. La question des semences et d'échanges de semences pourraient être intégrée dans les jardins interculturel, puisque les immigré-e-s constituent un lien avec leur pays natal. En ce moment, une loi est en train d'être mise en place au niveau européen. Mais une analyse plus large montre que l'UE aura une influence importante sur la question des semences en général à l'échelle globale. Les accords de libre-échange entre l'Inde et l'UE cités plus haut montre déjà que le modèle global d'alimentation est influencé par l'UE.

Le projet international Semences

Janun Göttingen est une organisation environnementale allemande qui a lancé en janvier 2011 un projet sur tout ce qui touche les questions précédentes à une échelle internationale. Nous essayons particulièrement de toucher les jeunes de différents pays de l'UE. Pour l'instant, les initiatives participantes viennent du Portugal, d'Espagne et d'Allemagne. Illes cultivent des graines de leurs régions, qui ne peuvent pas être trouvées dans le catalogue européen des variétés et qui seront-probablement- considérées comme illégales quand la nouvelle loi européenne sera entrée en vigueur. Les groupes participant essayent aussi de suivre les législation prévues et leurs consquénces, tout en s'auto-formant sur des questions plus pratiques :)comment faire une bombe à graines, comment récupérer les graines de tomates ? Le groupe communique grâce à un site internet et partage leurs progrès.
Comme c'est souvent le cas, la question des semences et des modifications de lois sur leur circulation est complexe. Beaucoup des projets de loi sont écrit dans un anglais juridique difficilement compréhensible, et ces lois auront assurément des conséquences différentes sur les sociétés et les agricultures selon les pays. Beaucoup de choses restent encore imprévisibles, et doivent être étudiées par des personnes engagées localement.

Avec Janun, nous souhaitons encore agrandir le réseau du projet « Semences » pour avoir un aperçu plus global des effets de ces lois, et être plus capable d'agir internationalement. Le projet va être reconduit l'année prochaine, car faire croître un projet sur les semences demande du temps (comme une plante) et les aspects menaçants de l'agrochimie et des industries des

semences ne seront pas oubliés, avec des formes d'interventions possibles variées.

C'est pour cela que nous appelons les personnes de RTF de réfléchir avant le camp à la thématique des semences, de s'informer, et de penser à des possibilités de rejoindre le réseau de ces projets en cours. Et même si cette proposition s'adresse logiquement à des groupes, des personnes seules peuvent participer au projet. Selon les thématiques qui pourront être apportés par des groupes ou individus, nous restons ouvert-e-s à des modifications ou des extensions des thématiques qui iront vers l'agrandissement d'un mouvement sur les semences.
Le groupe se rencontrera en septembre 2011 au camp du réseaau « Reclaim The Fields » pour échanger des graines.

Ce camp contiendra des sessions intéressantes, par ex des séminaires sur les semences avec des parties théoriques et pratiques, et par des discussions sur les échéances politiques de cette question. Nous nous réjouissons de ce « camp dans le camp » au sein duquel nous travaillerons sur des positions communes avec RTF, trouverons de nouvelles impulsions et partages d'expériences avec différents pays, et peut-être agiront d'une manière ou d'une autre ensemble, sur le camp ou après .

D'ici là, que la résistance soit fertile!

www.seed-souvereignty.org www.janun-goettingen.de www.seedysundays.org
www.urbanacker.de www.reddesemillas.es www.weltagrarbericht.de

Récit de la manif'-occupation du 7 mai contre l'aéroport

7 mai, Notre-Dame-des-Landes. A l'appel du réseau Reclaim the Fields et des occupant-e-s de la ZAD, 1000 personnes des environs de Nantes et des 4 coins de la France et ailleurs, se sont mobilisées pour occuper collectivement une parcelle en friche, la défricher et soutenir un projet d'installation agricole en maraîchage collectif sur ces terres.

Cette action s'inscrit dans la dynamique d'occupation de la zone concernée par l'aéroport ; contre les politiques urbanistiques mortifères de Nantes Métropole ; pour la réappropriation des terres agricoles, dont l'accès est de plus en plus difficile du fait de la bétonisation, la spéculation foncière et les politiques d'agrandissement des exploitations.

Dès le petit matin, c'est quelques centaines de personnes qui chargent une remorque aux planchettes, au coeur de la ZAD. PQ, futs de bière, brouettes, infokiosk, banderoles... les outils resteront à l'épaule pour se rendre ensemble au point de rendez vous. C'est ainsi qu'un premier cortège traverse un bout de la ZAD. Au loin ça

pagaille chez les gendarmes mobiles planqués dans un chemin : demi tour, marche arrière, marche avant... après ce petit manège qui semble bien manquer d'organisation, ils prennent la fuite. Ils n'avaient pas l'air de vouloir nous voir de trop près.

10 h, arrivée à l'heure à La Paquelais. Après 30 minutes d'attente un cortège d'environ 800 personnes et 5 tracteurs se dirigent vers la ZAD, pour se rendre sur la parcelle à défricher. Bêches, fourches, crocs, croissants, hallebardes, faux, machettes... les outils sont portés hauts. "On dirait qu'on va prendre la bastille!" s'emballe un ancien du coin, sourire aux lèvres. "En avant pour la jacquerie" s'écrie une autre. Pas de slogans fédérateurs, mais un défilé parsemé de petits groupes tous aussi imaginatifs les uns que les autres, emportés par une batucada. Chansons, slogans braillards, sono cyclo-portée... l'ambiance est chaleureuse et souriante.

Arrivée sur la parcelle, une première prise de parole a lieu: trop de monde, pas assez de watts, tout le monde n'en profite pas, mais la foule est enthousiaste. Un tracteur ouvre alors la friche et les défricheur-euse-s entrent en scène. Dans le même, temps, le bar est monté, la bière refroidi, la logistique pour la journée se met en place et les gosiers s'irriguent. Coté champ, après 1 heure de boulot, la friche est déjà bien éclaircie. Les accordéons sont sortis et une piste de danse s'improvise. Ça défriche à tout va, peu de doigts coupés au regard de l'énergie mise. Les défricheur-euse-s en oublieraient de manger !

En milieu d'aprem, une petite sono est montée dans la parcelle, pour des prises de paroles : divers groupes de lutte contre l'aéroport de Notre-Dame; mais aussi des collectifs d'ailleurs en lutte contre l'aménagement du territoire (lutte contre une ligne haute tension en Catalogne, contre l'extension de l'aéroport d'Heathrow); et encore des témoignages de luttes passées et victorieuses de la région (contre les projets de centrales nucléaires du Carnet et du Pellerin). Après ces prises de paroles, des rendez-vous pour diverses manifestations et actions sont donnés pour les mois à venir, à Notre-Dame et ailleurs. Des groupes se retrouvent pour parler plus longuement autour de diverses problématiques : gentrification du rural, lutte contre la MAT, mémoire de luttes...

Le défrichage se poursuit tout l'aprem et jusqu'à la nuit : une dizaine de tas de ronces de plusieurs mètres de haut parsèment le terrain.
Mission accomplie. Reste encore à abattre quelques arbres et à préparer la terre, mais d'ores et déjà un travail impressionnant a été abattu. L'activité maraîchère pourra bientôt commencer!

La journée se termine par une soirée de concerts, de fete, de rencontres, jusqu'à tard dans la nuit. Dimanche, réveil difficile mais des chantiers collectifs s'organisent, ainsi qu'une discussion sur la tenue d'un éventuel camp anti-G8/G20 sur la ZAD.

Cette action était la première occupation massive sur la zone concernée par l'aéroport. L'enthousiasme général laisse augurer de nouvelles actions de ce type. Dans le même temps, l'occupation de la ZAD se poursuit: d'autres installations sont d'ores et déjà en cours.
Nous ne nous laisserons pas expulser.

International Camp / Tabără Internațională / Campamento Internacional / Camp International /
International Camp / International Tabor / Международный лагерь / Міжнародний табір / Nemzetközi Tábor
21-30
September / Septembrie / Septembre / de Septiembre / Вересень / Szeptember / Септември
roșia montană - romania - transylvania
reclaim the fields
pământul e al nostru
Resistance is fertile
Rezistența e vie
La resistencia es fértil
Miénk a föld
La résistance est fertile
Съпротивата е плодородна
Widerstand ist fruchtbar
Опір є родючою
Debates / Workshops / Direct Actions / Music
Dezbateri / Ateliere / Acțiuni Directe / Muzică
Debates / Práctica Actividades / Acciones Directas / Música
Viták / Gyakorlati tevékenységek / Közvetlen Akciok / Zene
Débats / Ateliers / Actions directes / Musique
Разисквания / Практически дейности / Екшън / Музика
Debatten / Workshops / Direkte Aktionen / Musik
Дебати / Практична діяльність / Пригоди / Музика
camp2011@reclaimthefields.org
www.reclaimthefields.org
Resistance is FERTILE
RECLAIM THE FIELDS!
Salvati
ROȘIA MONTANA
ecoruralis